



Nicolas Vadot est en voyage de noces. Il reprendra ses pinceaux au début du mois de février.

Bush II : continuité ou changement ?

Par Bernard Adam, directeur du Grip*

La première hypothèse est la continuité. Un premier signe venu de Washington semble le confirmer avec la nomination de Condoleezza Rice au poste de secrétaire d'Etat. Conseillère à la Sécurité nationale, Rice n'est pas classée dans le camp des « néoconservateurs » (comme Paul Wolfowitz, adjoint au secrétaire à la Défense et véritable initiateur de la guerre en Irak) ou dans celui des « nationalistes intransigeants » (comme le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le vice-président Dick Cheney), qui sont favorables à l'usage de la force militaire pour défendre les intérêts américains.

Mais Condoleezza Rice n'a pas les mêmes idées que celles de son prédécesseur. Colin Powell a constamment plaidé pour un usage limité de la force et pour la voie des négociations, soulignant l'importance d'agir dans un cadre multilatéral. Malheureusement, il faut reconnaître que Colin Powell, décrit comme « l'ami » des Européens, a souvent été écarté lors des grands choix de la politique américaine ces quatre dernières années. Après « l'idéaliste » Powell, voici « la réaliste » Rice qui prend la direction de la politique extérieure.

La lutte contre le terrorisme pourrait continuer avec plus ou moins les mêmes recettes utilisées depuis le 11 septembre 2001 : l'usage de la force et l'action unilatérale. D'où l'augmentation des dépenses militaires, la relance de la course aux armements (notamment avec la Russie, puisque Poutine a annoncé le 17 novembre l'acquisition de nouvelles armes nucléaires) et la persistance de l'isolement des Etats-Unis. Dans ce cas, l'insécurité internationale augmentera et les Etats-Unis se révéleront comme une hyperpuissance qui roule des mécaniques, mais s'affaiblit de plus en plus : « l'impuissance de la puissance », selon l'expression de Bertrand Badie (1).

Surgit alors une autre hypothèse : les Américains, ayant accumulé tellement de difficultés, devront changer de politique extérieure. La réalité des faits obligera de changer d'objectifs et de méthodes. Au-delà des croyances fondées sur la religion pour Bush et Rice ou sur des doctrines nationalistes ou néo-conservatrices pour Rumsfeld, Cheney ou Wolfowitz, les Américains devront bien se rendre à l'évidence que'ils font fausse route.

L'enlèvement en Irak pourrait être déterminant. Face au désastre, les Américains ont bien dû se résoudre à appeler

à la rescousse les Nations unies et les Européens opposés à l'entrée en guerre. Mais ceux-ci hésitent à s'impliquer dans le borborygme irakien, d'autant plus que la coalition autour des Américains s'effrite de mois en mois.

Après le départ de la totalité des contingents venant d'Espagne, du Honduras, des Philippines ou de République dominicaine, des débats houleux surgissent au Japon, en Pologne et en Ukraine. Et les plus fidèles alliés ont réduit leur présence : les Britanniques n'ont plus que 8 700 soldats en Irak (ils étaient 40 000 pendant la guerre).

Les conséquences de la guerre risquent de fragiliser de plus en plus la position de George Bush. Même s'il a été réélu facilement, il devra rendre des comptes. Après les dossiers truqués sur les armes de destruction massive introuvables et l'absence de liens entre Saddam Hussein et Al Qaeda, les coûts démesurés de cette guerre alourdissent le bilan négatif. Au plan humain, début janvier 2005, on dénombrait 1100 morts parmi les soldats américains (soit 950 de plus depuis la fin officielle de la guerre le 1^{er} mai 2003), mais également près de 10 000 morts dans les forces de police irakiennes et vraisemblablement 100 000 morts civils... Et, au plan financier, le coût supporté par les Américains a été évalué à 175 milliards de dollars.

Dans le passé, lors de leur second mandat, plusieurs présidents républicains, confrontés à certaines réalités, ont pris des décisions contraires à leurs options idéologiques. Richard Nixon a commencé à mettre fin à la guerre du Vietnam. Ronald Reagan a inauguré le désarmement nucléaire et la décroissance des dépenses militaires. Il faut espérer, pour l'amélioration de la sécurité internationale, que l'analyse de la réalité

modifiera le cours de la politique menée jusqu'à présent : moins d'usage de la force, beaucoup plus de dialogue et davantage de coopération multilatérale. Et il faut espérer que les Européens s'entendront mieux pour aider leur « grand frère » américain à opérer ce virage... ©

* Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité.

Les textes de la rubrique Idées n'engagent pas la rédaction.



**Après la
réélection de
George Bush,
quelle sera
la politique
extérieure et
de défense des
Etats-Unis ?
Deux
hypothèses**